

# FRS - KF PROGRAMME CORÉE SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

« La Corée du Sud joue les initiateurs, les médiateurs, les facilitateurs pour instaurer de la paix dans la péninsule »

## Entretien avec Kim Ki-Jun, Janvier 2019



Le Professeur Kim Ki-Jun était l'un des principaux architectes du programme de politique étrangère du président Moon Jae-in. Il est souvent présenté comme le conseiller officieux du président pour les affaires étrangères. Ancien doyen de l'École d'administration publique de l'Université Yonsei (2014-2017), il a été conseiller auprès du ministère des Affaires étrangères, du ministère de la Défense et du Conseil de sécurité nationale sous l'administration du président Roh Moon-hyun (2004-2008). Il avait été nommé deuxième directeur adjoint du Bureau de la sécurité nationale du président Moon en 2017.

***Q1 : Dans un discours sans précédent prononcé au Stade du Premier Mai à Pyongyang en septembre dernier, le Président Moon Jae-in a annoncé que les deux Corées étaient « en train de forger une nouvelle ère de paix ». « La paix d'abord » semble être la devise de l'administration actuelle. Pourriez-vous décrire la stratégie du Président Moon dans la péninsule coréenne ?***

La guerre de Corée (1950-1953) fut un incident véritablement tragique pour les Coréens, faisant près de 3,8 millions de victimes – civils, soldats des deux Corées et troupes de l'ONU. De nombreuses familles ont été séparées. Toute guerre, quelle qu'en soit la justification, est dévastatrice. Et pourtant, la guerre n'est pas finie pour les deux Corées : en l'absence d'issue pacifique, l'héritage de la guerre de Corée est encore palpable à ce jour. La Convention d'armistice – ou Armistice de Panmunjom – signée en 1953 est toujours en vigueur et, du fait de l'absence d'un traité de paix, les 65 dernières années ont été fragiles et difficiles. En Corée du Nord et en Corée du Sud, les gens vivent dans la menace constante d'une nouvelle guerre. Faute de tentative sérieuse pour mettre fin à cette menace ou la réduire, ils vivent dans un état de peur perpétuelle. Cela s'est traduit par une banalisation du risque de guerre et une routinisation de la crise.

Pendant ces 65 années, la confrontation militaire entre la Corée du Nord et la Corée du Sud s'est progressivement intensifiée pour des raisons

imputables à des conflits à la fois intranationaux et internationaux. Dans le premier cas, les régimes des deux côtés du 38ème parallèle ont eu besoin de l'autre en tant qu'ennemi. À l'exception d'une courte période de réconciliation et de coopération, les dirigeants nord-coréens et sud-coréens ont maintenu avec obstination une situation d'interdépendance de leur antagonisme réciproque. Dans le deuxième cas, et cela suscite encore plus d'inquiétude, les puissances voisines n'ont pas manifesté d'intention sincère de résoudre la division de la péninsule coréenne. Cette structure de Guerre froide en Asie du Nord-Est remonte à la guerre de Corée. Elle a perduré parce que les puissances voisines ont essayé de tirer parti de la division et de l'hostilité dans la péninsule. C'est dans ce contexte que la guerre et la crise sont devenues des éléments indissociables de la vie quotidienne des Coréens.

Le président Moon Jae-in a cherché à résoudre ce problème fondamental et central, celui de la guerre. Il est lui-même le fils d'un réfugié de la guerre de Corée et souhaite réduire les risques d'une nouvelle guerre dans la péninsule. Pour atteindre cet objectif, il souhaite construire un nouveau chemin vers la paix, c'est la première de ses priorités. Pour commencer, il espère réduire les tensions militaires et parvenir à une nouvelle coexistence pacifique en stimulant les échanges économiques et le développement conjoint. Ensuite, il est convaincu que la paix et la prospérité en Asie du Nord-est ne peuvent être atteintes sans paix dans la péninsule coréenne. En tant que dirigeant, le président

## Entretien avec Kim Ki-jung, Janvier 2019

Moon considère que cette question relève de sa responsabilité personnelle politique.

**Q2 : Au cours des derniers mois, le président Moon, le secrétaire général Xi, le président Trump et même le président cubain Diaz-Canel ont tous rencontré le président Kim Jong-un. Pourquoi la « diplomatie de sommet » serait-elle plus efficace que les précédentes stratégies diplomatiques ?**

En 2018, nous avons assisté à un changement radical dans la péninsule coréenne. Il s'agit en effet d'une évolution surprenante si l'on prend en considération le fait qu'une situation de crise a dominé dans la région depuis la tentative initiale de la Corée du Nord de mettre au point des armes nucléaires au début des années 1990. Cette situation a failli conduire à la guerre en 2017. La mise en œuvre de la stratégie dite de « bloody nose » des États-Unis aurait provoqué une véritable guerre.

Mais le vent a tourné avec les Jeux olympiques d'hiver de 2018 à Pyongchang, ainsi qu'avec les visites d'envoyés diplomatiques et la série de réunions au plus haut niveau qui ont suivi. Les appels répétés du président Moon au rétablissement de la paix dans la péninsule coréenne et la sincérité de ses messages prononcés en 2017 semblaient avoir un impact sur le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un. Le 27 avril 2018, le président Moon et le président Kim se sont rencontrés pour la première fois à Panmunjom. La détermination politique de ces dirigeants a rendu possible le Sommet de Singapour entre les États-Unis et la RPDC, une première dans l'histoire. Les affaires intranationales ont donc eu un impact profond sur les relations internationales. Ce virage de 2018 a constitué une lueur d'espoir pour les Coréens, mais il n'est que le début, le prélude à davantage de changements. Aujourd'hui, de nombreuses personnes en Corée du Sud peuvent envisager un changement de ce paradigme de Guerre froide, un paradigme pourtant profondément enraciné depuis les années 1950.

L'organisation de plusieurs sommets a permis de discuter non seulement de l'avenir de la péninsule coréenne, mais également de celui de l'Asie du Nord-Est. La politique des sommets nous rappelle l'importance d'un *leadership* prudent en politique internationale. Nous devons reconnaître que la politique internationale ne repose pas simplement sur des aspirations de puissance et des intérêts souverains. Comme l'histoire du monde l'a montré, la vision, l'intention et la détermination d'un dirigeant politique ont

souvent servi de moteur pour changer le destin d'une nation. Par exemple, il est important de se rappeler que ce sont la vision et la volonté des dirigeants politiques en Europe qui ont été des facteurs importants pour permettre la coopération européenne, et même la formation d'une communauté européenne.

La « diplomatie de sommets » – ou approche « top-down » – représente donc un processus dans lequel les dirigeants discutent du contexte général et s'accordent sur une décision-clé. Cet accord au plus haut niveau dicte le cadre général et fait avancer l'histoire. L'approche « bottom-up » décrit un processus de négociation détaillant et mettant en œuvre la décision-clé prise par les dirigeants. Parfois, l'effet indésirable de l'approche « bottom-up » est de conduire à une impasse lorsque les tactiques de négociation employées par les diplomates s'opposent. L'inertie créée par de trop longues négociations conduit souvent à une impasse. Dans le cas des négociations bilatérales entre la Corée du Nord et les États-Unis, les principaux problèmes découlent d'un désaccord sur le processus en lui-même : les États-Unis demandent à la Corée du Nord de prendre davantage de mesures pour démontrer sa volonté de se dénucléariser, tandis que

la Corée du Nord attend des États-Unis des réassurances fortes quant à la sécurité de son régime, comme une déclaration de « fin de guerre », avant de prendre des mesures supplémentaires. Cette opposition se traduit par la préférence à un accord unique de dénucléarisation plutôt qu'à une démarche progressive, graduelle vers la dénucléarisation. De plus, les

tactiques réciproques de négociation sont complexifiées par des attentes spécifiques émanant à la fois de l'intérieur et de l'extérieur du gouvernement. En effet, il se peut que certains groupes d'intérêt souhaitent prolonger la division et l'antagonisme qui règnent dans la péninsule coréenne. Par conséquent, lorsqu'une approche « bottom-up » conduit à une impasse, il devient nécessaire que les dirigeants réaffirment leur décision commune. La situation actuelle dans la péninsule apparaît comme le résultat d'une combinaison de ces deux approches.

**Q3 : Vous avez parfois présenté la Corée du Nord comme un « harceleur », pourriez-vous préciser votre pensée ? Une analyse largement répandue en Europe est que les dirigeants nord-coréens ont à plusieurs reprises menti et trompé la communauté internationale. Qu'est-ce qui différencie Kim Jong-un de Kim Jong-il, et pourquoi devrions-nous lui faire davantage confiance qu'à son père ?**

En Corée du Nord, la fin de la Guerre froide en Europe a conduit à une perception de menace accrue pour la survie du régime, notamment car son économie et sa politique étaient étroitement liées aux anciens États socialistes du bloc soviétique. Garantir sa survie en tant qu'État est alors devenu impératif. Pour la Corée du Nord, l'hostilité et la pression américaines ont constitué une menace majeure. De plus, la Corée du Sud a normalisé ses relations diplomatiques avec l'Union soviétique et la Chine au début des années 1990, résultat de la Nordpolitik du Président Roh Tae-woo. À l'inverse, la Corée du Nord n'a pas été en mesure de suivre le même chemin et n'a pas pu normaliser ses relations avec les États-Unis et le Japon. La « reconnaissance réciproque » (*cross recognition*), qu'Henry Kissinger avait autrefois suggérée est restée lettre morte. La Corée du Nord voulait en effet normaliser ses relations avec les États-Unis afin d'assurer sa survie par le biais d'une normalisation diplomatique, mais les États-Unis n'ont pas répondu à ces attentes. La Corée du Nord a alors décidé d'attirer l'attention des États-Unis en contestant l'ordre international de non-prolifération et donc en frappant ce qu'elle considérait être le talon d'Achille des États-Unis. Le programme nucléaire nord-coréen est né de cette stratégie et expliqué l'apparition de ce « comportement d'harceleur » de Pyongyang.

L'accord-cadre de Genève de 1994 a démontré que la Corée du Nord et les États-Unis avaient décidé de discuter de leurs intérêts vitaux : la sécurité de son régime pour la Corée du Nord et le maintien de l'ordre international de non-prolifération pour les États-Unis. Kim Jong-il était disposé à abandonner son programme nucléaire si la souveraineté de son régime lui était garantie. Ce programme nucléaire était sûrement le levier de négociation la plus efficace vis à vis des États-Unis. Depuis, les relations entre la Corée du Nord et les États-Unis ont fluctué entre négociations et affrontements, ce qui est souvent allé à l'encontre de l'accord-cadre. En général, la Corée du Nord a souvent fait preuve d'agressivité avant des négociations avec les États-Unis, alimentant la méfiance mutuelle. Cette diabolisation de la Corée du Nord a ainsi pris naissance et s'est progressivement renforcée.

Quant à Kim Jong-un, il est devenu dirigeant à un jeune âge. L'héritage de son père était la stratégie dite de Byungjin : la poursuite simultanée du développement du programme nucléaire et du développement économique. Pour Kim Jong-un, cependant, c'était un héritage désagréable, notamment parce qu'il a vite découvert que toute perspective de développement

économique serait bloquée du fait du renforcement des sanctions. En ce sens, il est fort possible qu'il ait décidé d'accélérer le développement des programmes nucléaire et balistique, à un rythme si rapide qu'il a surpris et dépassé les prévisions des étrangers. En novembre 2017, après l'essai d'un missile intercontinental, il a déclaré que les capacités nucléaires de la Corée du Nord étaient finalisées, alors même que plusieurs autres essais auraient pu être réalisés.

Cette déclaration avait deux implications. Premièrement, Kim Jong-un a démontré sa volonté de changer de cap et de se concentrer sur l'économie et l'amélioration des conditions de vie de son peuple. En déclarant l'abandon de la stratégie de Byungjin, Kim Jong-un a voulu également montrer son engagement en faveur du développement économique. La Corée du Nord est un État fortement contrôlé et centralisé, mais cela ne signifie pas nécessairement que l'opinion publique ou l'humeur de la société ne comptent pas. Deuxièmement, la Corée du Nord a signalé aux États-Unis qu'elle était prête à discuter. Kim Jong-un a probablement considéré que la Corée du Nord, dotée de capacités nucléaires et de missiles balistiques intercontinentaux pouvant atteindre le territoire américain, pouvait enfin attirer l'attention de Washington.

On peut faire l'hypothèse qu'il existe deux courants de pensée opposés en Corée du Nord concernant les armes et l'économie : les premiers estiment que sans l'arme nucléaire, la survie de l'État ne peut être assurée ; les seconds considèrent que le développement économique n'est possible qu'en abandonnant l'arme nucléaire. On suppose que Kim Jong-un est à la recherche d'un difficile équilibre entre ces deux courants. Notons que nous avons été témoins de son intention de placer le développement économique au premier rang de ses priorités et qu'il a même fait part de cet engagement à son peuple, révélant tant sa sincérité qu'une forme de désespoir pour développer son pays.

**Q4: Le président Moon s'est engagé à « résoudre les différends internes concernant l'unification » et à « créer un consensus national ». Pourtant, le soutien populaire semble s'être estompé au cours des dernières semaines. Comment l'administration sud-coréenne peut-elle maintenir le niveau de soutien indispensable pour poursuivre la mise en œuvre de sa stratégie ? Quels sont les principaux clivages dans le pays quant à la politique intercoréenne actuelle ?**

Il est vrai que le soutien interne au président Moon a récemment diminué en Corée du Sud par rapport à ce qu'il était dans les 18 premiers mois ayant suivi son élection en Mai 2017. Cependant, ce déclin n'est pas directement lié à l'insatisfaction des gens à l'égard des relations intercoréennes. Il provient principalement de la déception envers la politique économique. Il convient de noter que les Sud-Coréens se sont habitués à une croissance économique rapide depuis le succès de l'industrialisation du pays. Cependant, comme c'est le cas pour beaucoup de pays, la croissance de l'économie sud-coréenne est en train de ralentir. Ce contexte économique et politique est compliqué par le fait que la Corée du Sud n'a pas encore réussi à devenir un État providence à part entière. Toutefois, conserver des taux d'approbation de 60 % ou plus après l'inauguration demeure un exploit remarquable pour tout dirigeant dans un pays démocratique. La majorité des Sud-Coréens continue d'avoir de grandes attentes vis à vis du président.

Par ailleurs, de nombreuses personnes, y compris certains conservateurs, se félicitent des événements historiques et exceptionnels qui ont permis de réduire les tensions militaires, y compris dans la zone démilitarisée. Il ne fait aucun doute que le président Moon espère que sa vision de l'avenir de la Corée est largement partagée par les Coréens. Pour lui, la formation d'un consensus social est le fondement de la poursuite de sa politique. Former une politique qui satisferait l'ensemble des sensibilités est de toute façon impossible. En Corée du Sud, la fracture idéologique qui divise les conservateurs et les progressistes est généralement liée au problème nord-coréen. 70 ans se sont écoulés depuis la division et le début de la confrontation. Malheureusement, certains Sud-Coréens entretiennent un sentiment d'animosité et de méfiance à l'égard de la Corée du Nord, et les efforts de réconciliation ont peu ou pas abouti. Certains conservateurs extrémistes vont jusqu'à considérer que la réduction des tensions militaires est une erreur majeure car elle conduirait à un affaiblissement des capacités de défense de la Corée du Sud. Bien que cela soit compréhensible, cela ne fait que souligner la persistance d'une conception rigide selon laquelle la sécurité ne peut être atteinte que par des moyens militaires. Convaincre ces personnes critiques est une tâche importante pour le président et son administration s'il veut réaliser sa vision pour la péninsule coréenne. Conserver un dialogue de réconciliation doit donc être poursuivi.

*L'administration Moon considère que ni l'approche antagoniste centrée sur l'État, ni l'approche conciliatrice centrée sur la nation n'ont produit les effets souhaités. Afin de surmonter cette dichotomie, le président Moon a proposé une troisième conception, à savoir une perspective centrée sur le marché.*

**Q5 : Lors de votre dernière visite à Paris, vous avez évoqué la trichotomie entre les approches centrées sur l'État, celles axées sur la nation, et celles axées sur le marché. Pourriez-vous nous l'expliquer ? L'intégration économique via la création d'un marché unique dans la péninsule coréenne pourrait-elle devenir le principal moteur du soutien de l'opinion sud-coréenne au rapprochement intercoréen ?**

La formation d'un État-nation dans la péninsule reste inachevée. La nation coréenne a été divisée en deux États : la République de Corée (Corée du Sud) et la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord). Par conséquent, deux perspectives existent en Corée du Sud à savoir les perspectives centrées sur l'État et les perspectives centrées sur la nation. Chaque perspective représente une vision et une orientation idéologique propres vis-à-vis de la Corée du Nord et des relations intercoréennes. La perspective centrée sur l'État souligne l'importance de la survie de la Corée du Sud en tant qu'État indépendant. Selon ces partisans, la Corée du Nord continue de représenter la plus grande menace pour la sécurité de la Corée du Sud, une menace à laquelle il faut faire

face avec tous les moyens disponibles. La perspective centrée sur la nation affirme que les relations intercoréennes ne sont pas des relations ordinaires entre États, mais doivent être considérées des relations intranationales. L'accord intercoréen de 1992 reflétait cette perspective centrée sur la nation, soulignant que les relations intercoréennes devaient être considérées comme des relations intérimaires spéciales sur la voie de l'unification. Les partisans de cette perspective pensent également qu'il est indispensable de fournir une aide humanitaire aux Nord-Coréens.

L'administration Moon considère que ni l'approche antagoniste centrée sur l'État, ni l'approche conciliatrice centrée sur la nation n'ont produit les effets souhaités. Ces deux perspectives sont devenues une source de conflit et de polarisation au sein de la société sud-coréenne. Afin de surmonter cette dichotomie entre deux perspectives trop politisées, le président Moon a proposé une troisième conception, à savoir une perspective centrée sur le marché. Cette perspective dépasse les deux autres, et considère la Corée du Sud tout comme la Corée du Nord comme des marchés. Cette stratégie de « marché coréen » vise à créer une interdépendance économique entre le Nord et le Sud, mais aussi entre le Nord et la communauté internationale. La perspective centrée sur le marché



repose sur une logique gagnant-gagnant pour les deux Corées et sur l'espoir que les intérêts du marché l'emportent sur les préoccupations de sécurité dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est.

Si les deux Corées partagent des intérêts dans un marché unique, et si la Corée du Nord est davantage intégrée dans un système économique la dépassant, sa sensibilité aux enjeux de sécurité et l'hostilité pourraient se réduire. Le président Moon a expliqué sa conception au président Kim Jong-un. Il aurait manifesté un vif intérêt et son intention de la concrétiser. La stratégie de « marché coréen » offrira également de nouvelles opportunités économiques à l'économie sud-coréenne, et l'aidera à surmonter ses difficultés économiques ce qui pourra renforcer le soutien public au président Moon.

**Q6 : L'administration Moon entend jouer un « rôle moteur » non seulement dans l'amélioration des relations intercoréennes, mais aussi dans les négociations portant sur la dénucléarisation de la Corée du Nord. Comment l'administration sud-coréenne peut-elle contribuer à résoudre le problème nucléaire alors que la Corée du Nord a jusqu'à aujourd'hui toujours refusé de traiter ce problème au niveau bilatéral ?**

La question nucléaire ne concerne pas uniquement la Corée du Nord et les États-Unis même si les deux pays sont les deux principaux acteurs à la table des négociations. C'est une question qui concerne les relations intercoréennes, la politique régionale en Asie du Nord-Est. C'est aussi un problème global. Les pays européens y ont un intérêt direct, car la préservation de l'ordre international non-prolifération nucléaire est une question importante. En outre, la fin de la Guerre froide et l'instauration d'un régime de paix dans la péninsule coréenne auront une signification historique. Alors que la Guerre froide a pris fin en Europe à partir de la fin des années 1980, elle continue de prévaloir dans la péninsule coréenne. En éliminant ses derniers vestiges, nous pourrions enfin clore le chapitre de la Guerre froide une bonne fois pour toutes.

Le président Moon a déclaré que la Corée du Sud devait jouer un rôle de « moteur » dans la recherche d'une solution viable. Ce rôle implique que la Corée du Sud joue les initiateurs, les médiateurs, les facilitateurs en vue de l'instauration de la paix dans la péninsule coréenne. Cela signifie pour la Corée de ne plus laisser son destin être déterminé par les puissances étrangères. Les Coréens doivent décider eux-mêmes de leur avenir. Espérons que cet enthousiasme des Coréens encouragera le soutien des grandes puissances. Par ailleurs, il est indéniable que la méfiance réciproque a prévalu dans les négociations

entre la Corée du Nord et les États-Unis au cours des 25 dernières années. C'est la Corée du Sud, par son activisme diplomatique, qui a fait asseoir les deux pays à la table des négociations malgré cette méfiance. Le sommet de Singapour de juin a été rendu possible principalement grâce au succès du premier sommet intercoréen de Panmunjom en avril 2018, ce qui n'a fait que renforcé le rôle de la Corée du Sud.

L'administration Moon cherche désormais à maintenir l'élan pour faciliter les négociations bilatérales et le rétablissement de la paix entre la Corée du Nord et les États-Unis. Le président Moon a cultivé des relations harmonieuses entre les trois acteurs que sont les États-Unis et les deux Corées, et il a l'intention de continuer à le faire. Vu de Corée du Sud, l'amélioration des relations intercoréennes devrait contribuer à faciliter les relations bilatérales entre la Corée du Nord et les États-Unis. Dans le passé, le dialogue et les échanges tendus entre les deux Corées n'ont fait qu'accroître la méfiance dans le dialogue bilatéral entre la Corée du Nord et les États-Unis, comme en a témoigné la politique de la « patience stratégique » sous l'administration Obama. Un sentiment de méfiance généralisé et une confrontation héritée du passé ne feraient qu'aggraver la situation, rendant encore plus difficile la résolution du problème nucléaire nord-coréen. L'essentiel est de trouver une solution par le dialogue, et non par la contrainte, la tension et la confrontation.

Si Pyongyang s'engage sur la voie de l'apaisement et du développement économique, l'accélération de la dénucléarisation est plausible. C'est ce que l'administration Moon anticipe. Pour atteindre cet objectif, il convient que les pays concernés fasse preuve de générosité stratégique. Le chemin qui mène à la dénucléarisation est un processus complexe et difficile. Il ne pourra jamais être réalisé par les efforts solitaires de la Corée du Sud. Beaucoup ont souligné qu'utiliser une stratégie de pression sur la Corée du Nord ne réussirait qu'à condition d'une coopération internationale. De la même façon, la dénucléarisation de la Corée du Nord n'est possible que si la communauté internationale partage ces valeurs de la générosité stratégique.

**Q7 : Vous l'avez rappelé, les États-Unis jouent un rôle incontournable dans la péninsule coréenne. Comment analysez-vous le passage de la « patience stratégique » du président Obama à la « stratégie de pression maximale » du président Trump ? L'imprévisibilité du président Trump est-elle une menace ou une opportunité pour entretenir la dynamique actuelle ?**

La « patience stratégique » de l'administration Obama a échoué. Alors que cette administration a

## Entretien avec Kim Ki-jung, Janvier 2019

délibérément évité le dialogue, les capacités nucléaires de la Corée du Nord se sont considérablement développées. La patience n'a jamais été une stratégie. La « patience stratégique » n'était rien de plus qu'une attitude d'inaction. Le président Trump a essayé de changer de cap et la stratégie de « pression et engagement maximums » a donc été adoptée. Au cours des deux premières années, la politique de l'administration Trump n'a reposé que sur la pression, ce qui ne différait pas de l'administration Obama. Cette pression devait donc être combinée à un engagement, surmontant en cela l'inertie héritée du passé.

C'est justement ce qu'a cherché l'administration Moon. La Corée du Sud n'est pas en position de lever seule les sanctions. Cependant, il faut souligner que le calendrier et la méthode à suivre pour engager la Corée du Nord tout en respectant les sanctions doivent reposer sur une stratégie. Après tout, l'objectif d'une stratégie d'engagement est justement d'inciter la Corée du Nord à se conformer aux normes internationales. Si la Corée du Nord peut être incitée à accélérer les dernières étapes de la dénucléarisation par le biais de l'association de sanctions et de l'engagement, il n'y a aucune raison de ne pas l'envisager. Espérons que les puissances concernées, y compris les pays européens, partagent cette idée. En théorie comme en pratique, les sanctions ne peuvent à elles seules permettre de réaliser les objectifs désirés.

L'imprévisibilité du président Trump est une préoccupation majeure pour le reste du monde. Heureusement, contrairement aux dirigeants précédents, il semble ne pas être influencé par les groupes d'intérêts, en particulier celui du complexe militaro-industriel. Il est perçu comme ayant la volonté de faire ses preuves en tant que solutionneur de problèmes, faisant mieux que ses prédécesseurs. En ce sens, il est intéressant de noter qu'au cours du sommet de Singapour, il a manifesté sa ferme intention de résoudre le problème nord-coréen. Le président Trump s'est avéré être un acteur décisif. Comme le président Reagan a mis fin à la Guerre froide en Europe, le président Trump pourrait chercher à mettre fin aux vestiges de la Guerre froide dans la péninsule coréenne. Tant qu'il ne s'éloignera pas de ces aspirations, les deux Corées continueront d'y voir une opportunité pour l'avenir.

**Q8 : Il semble y avoir une déconnexion croissante entre la dynamique du rapprochement intercoréen et la lenteur des négociations liée à la dénucléarisation. Le premier nécessite la levée de**

***certaines sanctions pour se poursuivre, tandis que les secondes nécessitent une mise en œuvre stricte de ces mêmes sanctions. Malgré l'intention répétée, tant à Washington qu'à Séoul, de « renforcer encore leur coordination étroite », n'y a-t-il pas un risque de découplage entre les priorités des États-Unis et celles de la Corée du Sud, et notamment d'un désaccord sur le maintien des sanctions ?***

Si le découplage est la priorité de Kim Jong-un, il n'y parviendra pas. Il doit comprendre que l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis a fonctionné de manière solide pendant longtemps et que les deux parties auront besoin encore l'une de l'autre dans un avenir proche. La Chine aussi devrait en être consciente.

On sait que Washington s'inquiète du rythme rapide de l'amélioration des relations intercoréennes, notamment par rapport à leurs négociations bilatérales avec la Corée du Nord. Séoul et Washington ont récemment décidé de créer un groupe de travail chargé de la coordination vis-à-vis de la Corée du Nord, ce qui est logique entre alliés. En tant qu'alliés, les deux gouvernements se coordonnent. Si Washington suppose que la Corée du Sud a l'intention de mettre fin au régime de sanctions, c'est un malentendu. Si Washington soupçonne le président Moon de développer des relations intercoréennes parce qu'il est un dirigeant pro-Corée du Nord, le processus de coordination entre alliés des politiques en sera affecté. Comme mentionné précédemment, la priorité absolue du président Moon est d'entamer un processus de paix dans la péninsule en réduisant la tension militaire. La dénucléarisation et la paix sont des objectifs indissociables, et le président Moon travaille continuellement en ce sens auprès de toutes les parties. Par contre, si les États-Unis exigeaient que la Corée du Sud revienne aux vieux schémas de confrontation propre à la Guerre froide, ce serait ingérable pour l'administration Moon.

Les alliés partagent de nombreux intérêts en matière de sécurité. Mais il existe parfois des différences. Séoul et Washington devraient continuer à coordonner leurs politiques concernant la Corée du Nord. L'administration Moon part du principe que le développement de relations harmonieuses augmentera les chances d'instaurer un régime de paix dans la péninsule, après la restauration et le développement des relations intercoréennes. Les États-Unis, en tant que puissance globale, sont

confrontés à de nombreux problèmes dans le monde. Qu'ils aient des préoccupations diverses est inévitable. En ce qui concerne la péninsule, Washington bénéficiera de la prise en compte des suggestions de Séoul. C'est précisément à cela que servent les alliés. Bien entendu, les sanctions devraient être maintenues jusqu'à ce que la Corée du Nord montre des signes de réel changement. Ainsi, la clé réside dans notre analyse et notre réaction à ce moment critique. La poursuite de sanctions sans stratégie appropriée apparaît comme illogique. Uniquement maximiser la pression par le biais de sanctions ne sera jamais une stratégie judicieuse. Un engagement pensé de façon stratégique constitue à l'inverse une incitation appropriée pour que la Corée du Nord accélère les dernières étapes de sa dénucléarisation. Pour la Corée du Nord, un tel engagement renforcera sa confiance dans la sécurité de son régime.

*Uniquement maximiser la pression par le biais de sanctions ne sera jamais une stratégie judicieuse. Un engagement pensé de façon stratégique constitue à l'inverse une incitation appropriée pour que la Corée du Nord accélère les dernières étapes de sa dénucléarisation.*

**Q9 : L'instauration d'un régime de paix est l'un des principaux objectifs du président Moon. Quel seront le rôle des acteurs extérieurs, y compris les États-Unis, la Chine et le Japon ? 65 ans après l'armistice de Panmunjom, pensez-vous que l'administration sud-coréenne est en mesure pourrait franchir des étapes irréversibles vers ce régime de paix ?**

La division dure depuis longtemps, mais ce n'est pas une situation immuable. Il est fondamental de considérer cette situation peut évoluer. Oui, l'établissement d'un régime de paix dans la péninsule est l'objectif principal de l'administration Moon, et il doit être réalisé. Ce n'est pas impossible, et il y a une volonté et un espoir réels d'en faire une réalité. À présent, les deux Corées ont choisi « une route moins fréquentée », alors même que les 70 dernières années avaient imposé le « statu quo » de la confrontation militaire. Cette nouvelle route est pleine d'espoir mais également de doute. Cependant, étape après étape, des progrès sont réalisables. Dans ce contexte, la seule détermination des deux Corées ne suffira pas. L'unification allemande a été rendue possible parce qu'à la détermination des deux Allemagnes s'est ajouté l'accord des autres puissances comme la France, les États-Unis, l'Union soviétique et le Royaume-Uni. Cette combinaison d'une détermination intranationale et internationale sera un préalable à la réunification.

De par son importance géostratégique, la péninsule coréenne a façonné l'Asie du Nord-Est. La guerre et la confrontation dans la péninsule étaient et sont un

terrain propice aux conflits régionaux. Dans cette optique, la paix en Asie du Nord-Est est impensable sans paix dans la péninsule coréenne. En supposant que l'instauration d'un ordre pacifique en Asie du Nord-Est soit une aspiration commune, les pays de la région ont la responsabilité d'instaurer un régime de paix dans la péninsule. Les dirigeants des deux Corées se sont mis d'accord sur une transformation fondamentale de la structure type Guerre froide dans la péninsule en réduisant les tensions militaires et toute possibilité de collision accidentelle. Les soldats des deux côtés ont récemment construit 11 chemins pour relier les postes de gardes de chaque côté de la zone démilitarisée, où la tension était auparavant à son comble. En réalité, ces mesures auraient dû être mises en place il y a 65 ans. Mais, compte tenu de la position géographique de la péninsule, la poursuite de ce travail devraient être approuvés au niveau international pour faciliter l'établissement d'un régime de paix.

Le rôle des États-Unis et de la Chine, deux parties directement impliquées dans la guerre de Corée, est particulièrement important. À condition que ces deux pays participent en tant que signataires d'un traité de paix, un traité de paix quadripartite sera conclu. Si nécessaire, des accords bilatéraux tels que l'accord entre la RPDC et les États-Unis peuvent également être envisagés en plus d'avec un traité de paix multilatéral. Le Japon, même s'il n'est pas signataire d'un traité de paix, devra négocier avec la Corée du Nord en vue d'une normalisation des relations diplomatiques. A cette condition, un régime de paix deviendra plus tangible et constituera la pierre angulaire d'un nouvel ordre de paix en Asie du Nord-Est. Inutile de dire que cela ne prendra corps que sur la base d'un engagement politique des deux Corées à coexister pacifiquement.

**Q10 : D'un côté, le nationalisme coréen est bien vivant. De l'autre, deux identités distinctes semblent émerger au Nord comme au Sud. Dans ce contexte, que pensez-vous de la politique de réunification du président Moon ? Croyez-vous toujours qu'une unification de jure soit possible à long terme ?**

Le président Moon s'est adressé au peuple nord-coréen au Stade du Premier Mai, le 19 septembre 2018. Dans ce discours historique, il a déclaré : « Nous avons vécu ensemble pendant cinq mille ans, mais avons été séparés soixante-dix ans seulement ». Le point de vue du président est donc celui d'une nation qui a été unie

bien plus longtemps que divisée. On ne peut nier que durant cette période de division, des identités politiques distinctes se sont formées. Cependant, les Coréens utilisent la même langue et partagent une culture commune. Maintenant, les deux Corées ont commencé à dépasser la confrontation militaire. Ce n'est qu'un début. Il nous faudra encore plusieurs années pour parvenir à l'unification. Suite aux mesures de confiance dans le domaine militaire, d'autres efforts dans le domaine social et culturel apparaîtront comme des projets politiques importants pour les deux Corées. Un bon exemple est la réunion des familles séparées, ou la formation d'équipes sportives communes représentant la Corée. Si la communauté internationale décide de lever une partie des sanctions à l'encontre de la Corée du Nord, des mesures de confiance dans le domaine économique suivront et seront étendues. Ensuite, l'échange mutuel d'autres ressources et de personnes deviendra naturellement plus courant. La restauration d'une nation divisée se fera progressivement à travers des processus de ce type, et les différences idéologiques finiront par disparaître.

En ce qui concerne l'unification, le président Moon poursuit une stratégie d'unification *de facto*. Cela signifie que les deux Corées seront divisées politiquement mais intégrées économiquement dans un marché commun. Le plaidoyer pour « l'unification par absorption » de la Corée du Nord n'est plus réaliste. Si les deux Corées se réunifiaient soudainement alors que leur écart de développement continue de se creuser, le coût économique de la réunification serait considérable pour la Corée du Sud. Une approche progressive à travers une stratégie d'unification *de facto* sera plus efficace et moins coûteuse. À long terme, les futurs dirigeants politiques seront en mesure de décider, éventuellement, s'ils souhaitent une unification *de jure*. Cela prendra du temps, mais ce n'est pas impossible.

**Q11 : L'Union européenne et la France sont des partenaires géographiquement éloignés, mais ayant des intérêts directs dans la péninsule, notamment une priorité absolue en matière de la non-prolifération. Le problème nord-coréen n'est considéré ni comme une question locale, ni comme une question régionale, mais comme une question globale. Dans ce contexte, quel peut être le rôle de Bruxelles et de Paris, et comment la Corée du Sud peut-elle répondre à leurs préoccupations ?**

Comme mentionné, les problèmes liés à la péninsule coréenne ne sont pas régionaux. Mettre fin à la Guerre froide dans la péninsule coréenne a une portée globale.

*Le président Moon poursuit une stratégie d'unification de facto. Cela signifie que les deux Corées seront divisées politiquement mais intégrées économiquement dans un marché commun.*

Cela clôturera le dernier chapitre d'une longue histoire de confrontation et d'animosité et les Coréens ouvriront un nouveau chapitre vers un avenir pacifique. C'est le chapitre que les pays européens ont ouvert depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est le chapitre qui mène à la coexistence, à la coopération et à la formation d'une communauté. Après avoir enduré une tragédie, les Coréens souhaitent envoyer un nouveau message d'espoir au monde. Bien que la péninsule soit située dans un coin du monde, ce nouveau chapitre de paix dans la péninsule coréenne marquera un nouveau chapitre pour la paix mondiale. La paix est une valeur universelle, précieuse, que nous défendrons.

Nos efforts ont désespérément besoin d'un soutien résolu des Européens. Si la Corée du Nord doit être isolée de façon hostile, la Corée du Sud en sera affectée du fait de sa situation géographique. Nous voulons ainsi initier un processus d'établissement d'une paix durable en reliant les deux Corées. Aujourd'hui, la population sud-coréenne peut imaginer un chemin de fer traversant la péninsule coréenne. La perspective de voyager en train de Séoul à Paris prend enfin forme. Nous espérons ainsi à terme être reliés non seulement par un chemin de fer, mais aussi par un esprit de paix commun.

**Entretien réalisé fin décembre 2018 et traduit par Antoine Bondaz**

Le « FRS-KF Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie » est co-financé par la Korea Foundation.